
Décision CF- 11-091

Motion A (adoptée)

**POUR UN CHAPITRE ALIMENTATION
DANS LE PROGRAMME
ET POUR QUE LA QUESTION DE L'ALIMENTATION
SOIT INTEGREE DANS LES NEGOCIATIONS AVEC LE PS**

*Porteurs : Natalie Gandais (CF, Ile de France)
et Saadika Harchi (déléguée Thématique alimentation (Centre)).*

Alors que le grand public prend progressivement conscience que nos choix alimentaires peuvent peser sur l'avenir de planète et sur la survie des habitants du Sud (impact sanitaire et social des cultures OGM et des pesticides, emprise foncière des protéines animales, bilan énergie-carbone des aliments transformés et transportés), Europe-Écologie les Verts a décidé de se doter d'une déléguée thématique à l'alimentation, bravo !

En effet, la question de l'alimentation, comme celle de l'emploi ou du logement, est une préoccupation quotidienne des Français, et surtout des Françaises qui ont le plus souvent la charge de nourrir les familles. C'est une préoccupation individuelle, mais aussi collective, avec l'importance des repas pris hors domicile (cantines scolaires, restaurants d'entreprise, hôpitaux et maisons de retraite) qui représentent au quotidien 13 million de convives.

Depuis les années 60, les lobbies de l'industrie agro-alimentaire et des producteurs ont pénétré en profondeur le marché de l'alimentation. Présents dans toutes les instances gouvernementales qui ont à en traiter, et jusque dans les modules de formation des diététiciens, ils ont considérablement modifié tant les habitudes individuelles que les pratiques collectives, et sont largement responsables de l'épidémie des « maladies de civilisation » (diabète, obésité, maladies cardio-vasculaires, certains cancer...). L'arrêté du 30 septembre 2011 qui impose les protéines d'origine animale pour la restauration scolaire est une preuve supplémentaire de leur pouvoir.

Alors que la crise du pouvoir d'achat met de plus en plus de ménages en difficulté, quand il faut acheter de quoi se nourrir, le poids des emballages, du marketing, de la publicité, de la transformation et du transport des aliments pèse bien trop dans le « panier de la ménagère » au détriment de la seule valeur nutritive des produits.

Cet automne, face aux menaces qui pèsent sur le Programme européen d'aide alimentaire aux plus démunis (PEAD), l'inquiétude est vive chez celles et ceux qui ont la charge de nourrir les plus démunis (restos du coeur, banque alimentaire, secours populaire, épiceries sociales).

Le travail engagé depuis des années par nos élu-e-s en charge de la restauration collective, en charges des affaires sociales, des questions de préventions, ou encore d'économie solidaire ou d'insertion, mérite beaucoup plus que quelques lignes intégrées dans le chapitre Santé du programme. Nous avons une motion Alimentation-Santé, une fiche programme de 4 pages discutée avec les commissions Agriculture, Santé, mais aussi Énergie, Personnes âgées, les compte-rendus de multiples rencontres qui ont eu lieu, depuis 3 ans, avec les spécialistes et les acteurs de l'alimentation (chercheurs, médecins, nutritionnistes, diététiciens, responsables de restauration collective, restos du coeur, épiceries sociales, associations de consommateurs, Amap, associations de producteurs organisés en filières courtes). Des journalistes et des cinéastes relaient cette thématique auprès du grand public. Nous avons des propositions concrètes qui dépassent largement le cadre de notre programme santé ou de notre programme agriculture, il s'agit de :

* Promouvoir un nouveau modèle alimentaire (campagne de sensibilisation aux enjeux de l'alimentation soutenable)

* Réglementer la publicité, imposer des normes de qualité nutritionnelle pour les aliments transformés, encadrer les pratiques de l'industrie agro-alimentaire et de la grande distribution, imposer l'indépendance des experts et de la recherche dans les instances qui décident des programmes alimentaires (PNNS du ministère de la santé, PNA du ministère de l'agriculture, GEMRCN du ministère des finances), instaurer une réflexion de fond sur la place de l'esprit critique dans la formation initiale des professionnels de santé et sur les connaissances nécessaires pour qu'ils envisagent les enjeux de façon globale (Nord/Sud), locale et équitable.

* Lancer un programme de recherche (car la nutrition en France est une discipline scientifique sinistrée) et d'éducation à la nutrition, afin que soient sérieusement pris en compte les résultats des études épidémiologiques qui constatent les méfaits des pratiques alimentaires dictées par les lobbies, telles que la surconsommation du gras, du sel, du sucre, de la viande et des produits laitiers.

* Mettre en place un programme national spécifique urgent pour l'alimentation des plus pauvres, destiné aux structures de l'aide alimentaire et de l'économie sociale et solidaire : aide financière, mais aussi soutien aux chantiers d'insertion sur les marchés de gros pour récupérer les invendus, soutien aux jardins et potagers d'insertion) ; prime aux agriculteurs pour agriculteur pour donner leurs surplus (dans une limite de 10% de leur production) plutôt que d'avoir à payer pour leur destruction.

Toutes mesures qui seraient bien entendu articulées avec une politique agricole facilitant les approvisionnements de proximité et les productions de qualité.

De nombreux mouvements émergent pour promouvoir un modèle alimentaire soutenable, sain, savoureux (commerce équitable, frugheurs, locavores, associations de végétariens, slowfoodiens, réseau pour une restauration collective saine et savoureuses, Alimentons 2012). Un groupe de diététiciens a modélisé l'alimentation « atout prix » pour manger bon et pas cher, les ateliers « cuisine et santé », « santé dans l'assiette » mis en place par des élu-e-s, des centres sociaux, des associations de solidarité alimentaire se multiplient. Des médecins, des chercheurs, font leur possible au sein des ministères et organismes publics pour résister à la pression des lobbies, faire émerger un PNNS mieux en adéquation avec de vrais objectifs de santé publique... Des formations se mettent en place ici et là pour aider les responsables de restauration collective à proposer des menus alternatifs végétariens, pour compenser le surcoût du bio ou répondre à la demande des enfants qui refusent de consommer de la viande (ou du porc...).

La demande populaire pour une alimentation de qualité, à la maison et en restauration collective, l'inquiétude vis-à-vis des aliments qui nous rendent malades et même nous empoisonnent est extrêmement répandue, nous avons des solutions et des partenaires qui demandent à les mettre en œuvre, à nous de mettre le sujet au cœur des prochaines campagnes.

Motion : le Conseil Fédéral

- **S'insurge contre les tentatives de suppression de budgets d'aide alimentaire.**
- **Affirme à nouveau que l'alimentation, comme le logement, font partie des solidarités de base à assurer à tou-te-s, quel que soit leur âge et leur condition sociale.**
- **Décide que notre projet pour une alimentation soutenable sera au codeur des campagnes présidentielle et législatives 2012, avec notamment :**
 - **La mise à jour de la fiche alimentation(V4) dans le programme long ;**
 - **Un tract et une affiche spécifique ;**
 - **Des mesures discutées avec le PS au delà des termes de l'accord avec le PS ;**
- **Décide la création d'un groupe de travail, animé par la déléguée thématique à l'alimentation, et coordonné avec les commissions proches (agriculture, santé, énergie, vieillesse, économique et sociale...)**

Pour : beaucoup ; contre : 1 ; abstention : 1.